

LE CALAME NUMÉRO 403

DU 30 JUILLET 2003

3

Confusion

A trois mois de l'élection présidentielle, la confusion semble être le trait dominant de la scène politique nationale. Le pouvoir, affaibli par la tentative de coup d'état du 8 juin, multiplie les mesures impopulaires. L'opposition, minée par les divisions, ne montre pas encore de réelles capacités à tirer avantage de cet affaiblissement.

Personne n'en parle encore publiquement, mais l'élection présidentielle du 7 novembre prochain préoccupe tout le monde. Le président Ould Taya, qui s'est lancé depuis 2001 dans la préparation de sa réélection, semble, aujourd'hui, davantage occupé par la gestion de l'après 8 juin et la recomposition de son système. Le sujet de l'élection paraît donc être relégué au second plan. Nul pourtant ne l'imagine abandonnant le terrain. La présidentielle de novembre est même cruciale pour son avenir politique. Alors, pourquoi cette impression de ne pas trop s'en préoccuper?

Bien avant le putsch manqué, Ould Taya avait ouvert un front contre les Islamistes, un groupe politique assez bien implanté dans le pays. Les observateurs s'accordaient à dire qu'en agissant de cette manière, il prenait un gros risque à la veille d'une échéance électorale capitale. Après les événements du 8 juin, on pensait qu'il allait rectifier le tir et se débarrasser de ce dossier encombrant. Il n'en fut rien. Au contraire, le pouvoir durcit le ton à l'égard de ce groupe dont les principaux dirigeants croupissent encore dans la prison tristement célèbre de Beïla. Les médias d'Etat ont été lâchés contre ces "égérés". La radio et la télévision diffusent, à longueur de journée, des éditoriaux de l'AMI qui fustigent l'attitude des "ennemis de l'Islam

malékite". Cette campagne est loin d'avoir produit les effets escomptés. La mayonnaise n'a pas pris et l'opinion n'arrive pas à comprendre l'acharnement du pouvoir contre ces faqihis et imams.

Autre dossier sur lequel on attendait une nouvelle initiative du pouvoir: la bonne gouvernance. En effet, au cours de la première réunion du conseil des ministres après le putsch manqué, le président avait évoqué les conditions d'attribution des marchés publics et aurait interdit à ses ministres l'octroi de marchés de gré à gré. Cela a fait naître l'espoir d'une rigueur dans la gestion de la chose publique. Cet espoir a été vite balayé par les nouvelles nominations dans l'administration et par la non ouverture d'une enquête sur la gestion passée.

Mais si Ould Taya ne fait rien encore pour attirer les électeurs, cela ne veut pas dire qu'il n'a plus de cartes en mains. Il a en effet l'avantage d'être déjà là, d'avoir des amis étrangers qui ont tout misé sur lui. Et surtout, sa faiblesse ne profite pas nécessairement à ses adversaires politiques, encore plus mal en point que lui.

L'opposition peine à désigner un candidat

Jusqu'à présent, aucune personnalité de l'opposition n'a annoncé officiellement sa candidature pour la prochaine élection présidentielle. Chaque parti (ou presque) a son candidat potentiel qu'il n'a pas encore annoncé ouvertement, de peur d'être accusé de vouloir briser l'unité très théorique de l'opposition. Les cinq partis membres du Front Uni de l'Opposition (FUO) tiennent réunion sur réunion afin de s'entendre sur un seul candidat. Au sein de cette coalition de partis, on parle de deux postulants: Ahmed Ould Daddah (président du RFD et candidat malheureux de l'opposition en 92) et Messaoud Ould Boulkheïr (ex-président du parti dissous AC, devenu aujourd'hui simple militant de l'APP). Ahmed Ould Daddah milite pour un candidat unique de l'opposition à

Suite en page 3

Election présidentielle

Confusion

Suite de une

condition que ce candidat soit lui. Et s'il ne réussit pas à se faire investir par le FOU, tout porte à croire qu'il se présentera quand même. Ses derniers voyages dans le Cherg l'auraient convaincu de tenter ce qui est certainement sa dernière chance.

Pour Messaoud Ould Boulkheir, la multiplication des candidats au premier tour pourrait être fatale à Ould Taya. Sur la base de cette analyse et pour des raisons se rapportant plus spécifiquement à sa condition de Haratine, Ould Boulkheir pourrait maintenir sa candidature.

Autre candidature probable au sein de l'opposition, celle de Mohamed Ould Maouloud, président de l'UFP. Ce parti, qui milite encore pour une candidature unique de l'opposition, pourrait présenter son président à l'élection présidentielle si l'opposition n'arrivait pas à s'entendre.

A côté de ses candidats virtuels, on parle de nouveau de la candidature de l'ancien président, Mohamed Khouna Ould Haidalla. Il serait poussé par certaines personnalités politiques, dont des élus du PRDS. Si cette candidature se confirmait, elle risque de brouiller les cartes et de donner à la prochaine élection une autre allure.

Election à haut risque

Le putsch manqué du 8 juin a révélé la fragilité du pays. En l'espace de quelques heures, on a failli basculer dans le chaos. L'épreuve a été surmontée, mais rien ne garantit qu'elle ne se reproduira pas. Le président Ould Taya qui a régné en maître absolu pendant près de deux décennies sort affaibli de la bourrasque. Il s'est séparé presque de tous les hommes de son système. On ne connaît pas encore ses projets pour l'avenir, mais on sait avec certitude qu'il n'envisage pas de quitter le pouvoir. Au contraire, il fera tout pour récupérer le terrain perdu. Cela pourrait se traduire par un recul des libertés et un durcissement du pouvoir à l'égard de toute opposition à son diktat. Il peut aller jusqu'à la manipulation des résultats de l'élection ou, pire, à la proclamation de l'état d'urgence et le report des élections.

Face à Ould Taya, on trouve l'opposition traditionnelle constituée de partis reconnus, et celle non conventionnelle qui évolue dans l'ombre et qui peut se manifester de temps à autre à travers des actes de violence. L'opposition légale n'a pratiquement jamais réussi à marquer des points face au pouvoir. Au cours des dix dernières années, le pouvoir de Ould Taya donnait l'impression de se renforcer

pendant que l'opposition semblait s'effriter. La faiblesse de cette opposition s'explique par l'amateurisme politique, l'absence de programme ou de vision politique claire. Les dirigeants des partis d'opposition les plus en vue n'ont d'autres programmes que la conquête du pouvoir pour le pouvoir, et à n'importe quel prix. Leurs méthodes ne diffèrent pas beaucoup de celles de leur adversaire. Ils jouent la carte du pourrissement de la situation. Sans soutenir la tentative de putsch du 8 juin, ils espèrent en profiter politiquement à travers l'adoption d'un discours populiste, violent et extrémiste, ne serait-ce que pour s'attirer des voix. Un tel discours risque de pousser à la confrontation avec le pouvoir qui ne veut pas lâcher du lest. Cette confrontation, qui mettra en danger l'avenir du pays, peut pourtant être évitée. Il suffit que les uns et les autres sortent de cette logique et s'entendent sur le minimum pour éviter le pire au pays.

Rien en tout cas dans l'attitude des uns et des autres ne permet encore de penser qu'ils en seront capables, mais il ne coûte rien d'espérer. Osons croire que nos hommes politiques sauront mettre l'intérêt de la nation au dessus de leurs petits calculs égoïstes.

MOUSSA OULD HAMED